

COLLOQUE SUR L'ALÉNA
20 mars 2003

SIDNEY WEINTRAUB

Directeur, Programme des Amériques
Center for Strategic and International Studies (CSIS)

Sylvie Dugas,
Observatoire des Amériques

RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE

Une multitude d'accords bilatéraux sont déjà conclus ou se négocient actuellement à l'intérieur et à l'extérieur de l'hémisphère. Les négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'avancent pas vite, mais de nombreux accords commerciaux ont été signés en Amérique latine entre grands pays. Les États-Unis viennent, de leur côté, de conclure un accord commercial bilatéral avec le Chili et le gouvernement américain négocie aussi de tels accords avec l'Amérique centrale, qui est très intéressée à parvenir à une entente en raison non seulement de sa position géographique, mais aussi parce que le Mexique a accaparé aux États-Unis les marchés de certains de ses propres produits d'exportation. Curieusement, le Mexique, qui perdrait ses avantages advenant l'établissement de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), se montre indifférent à ce processus.

Pour éviter l'effet discriminatoire des accords bilatéraux dans les Caraïbes, les États-Unis ont aussi entamé des négociations avec la République dominicaine. Évidemment, le meilleur moyen pour empêcher toute discrimination commerciale et abolir tout obstacle et réglementation serait de conclure la ZLÉA. Contrairement à ce que plusieurs pensent, l'Amérique latine est favorable à cette idée. Elle souhaite améliorer son accès au marché américain et attirer davantage d'investissements. Mais le Brésil est ambigu sur cette question. Certes il négocie des accords avec le Pacte andin, mais il réclame du gouvernement américain d'importantes concessions concernant les subventions dans le secteur agricole. Les États-Unis ont récemment haussé les montants de ces subventions pour réagir à la concurrence européenne. Ce contentieux devrait donc se régler dans le cadre de l'OMC. Mais les autres pays membres du MERCOSUR, soit l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, ne souhaitent pas que le Brésil parle en leur nom. Les négociations du MERCOSUR avec l'Union européenne sont au point mort, quoique l'UE veuille accélérer un processus de négociation similaire avec le Mexique. Plusieurs pays d'Amérique latine collaborent toutefois avec les États-Unis sur d'autres plans que celui du commerce, sur les questions du processus démocratique et de la lutte contre le narcotrafic, entre autres.

La prolifération d'ententes bilatérales rend nécessaire un seul et unique accord de libre-échange dans les Amériques. L'octroi de ces préférences commerciales à l'intérieur de la ZLÉA favoriserait-elle la conclusion d'un accord global dans le cadre de l'OMC ? Si l'ALÉNA a impulsé les négociations de la ZLÉA, la ZLÉA pourrait remplir le même rôle dans le cadre du cycle de négociation de Doha. Par ailleurs, si les États-Unis réduisent leurs subventions agricoles, l'Europe pourrait emboîter le pas.